

Quelques DÉPUTÉS : A l'ordre ; il a déjà parlé.

M. l'ORATEUR : Si l'honorable député a quelques explications personnelles à donner sur certaines parties de son discours, qui auraient été mal comprises, il a le droit de le faire.

Sir JOHN A. MACDONALD : L'explication à donner est simplement la suivante. L'honorable député d'Oxford-Sud a dit que mon honorable ami devait son élection au remaniement électoral, et ce dernier désire déclarer le contraire.

M. MADILL : Je le nie, parce que depuis la passation du bill de remaniement, l'ex-député d'Ontario-Nord a été élu comme membre de la gauche par une majorité de 59. Il n'y a eu aucun changement depuis, et il a été défait par 129 voix. Ce qui démontre que je n'ai pas été élu grâce au remaniement électoral, parce que j'appuie la politique de la présente administration, et non la politique des honorables chefs de la gauche.

M. LISTER : Malgré l'explication de l'honorable député, personne ne croira qu'il eût pu se faire élire sans le remaniement électoral.

Sir JOHN A. MACDONALD : Sans le remaniement électoral l'honorable député d'Oxford-Sud ne se trouverait pas ici, ce soir.

Sir RICHARD CARTWRIGHT : Est ce que si mon comté n'avait pas été remanié en 1882, je ne serais pas ici ce soir ?

Sir JOHN A. MACDONALD : C'est très ingrat envers l'honorable monsieur.

Sir RICHARD CARTWRIGHT : Oui.

M. LISTER : Plusieurs des honorables messieurs qui ont parlé ce soir sur la motion de l'honorable député de Bothwell se sont écartés du sujet. La question est de savoir si le greffier de la couronne en chancellerie a régulièrement publié les rapports d'élection à mesure qu'il les a reçus ; si ces rapports n'ont pas été publiés comme ils ont été faits par les officiers-rapporteurs, il n'a pas rempli convenablement son devoir, et il doit avoir un motif pour agir ainsi. Qu'il ait été, de son propre mouvement, injuste à l'égard des honorables membres de cette Chambre, ou qu'il ait agi à l'instigation de l'administration, ou d'aucun de ses membres, c'est une question que nous devons examiner, et que soulève à propos la motion maintenant soumise.

L'honorable chef du gouvernement, comme il le fait toujours quand il se trouve pressé de trop près, s'est levé pour exciter un sentiment de sympathie parmi les membres de cette Chambre, en disant qu'il était attaqué de tout côté. En effet, M. l'Orateur, le gouvernement d'Ontario l'a attaqué ; le gouvernement de la Nouvelle-Ecosse et le gouvernement du Nouveau-Brunswick l'ont attaqué ; tous les gouvernements de la Confédération l'ont attaqué, jusqu'à ce qu'il se soit levé ce soir pour exciter les sympathies en sa faveur ? Quels sont les faits ? L'honorable premier ministre, depuis l'établissement de la Confédération, s'est constamment montré hostile aux gouvernements provinciaux ; il a foulé aux pieds tous les droits possédés par les provinces, et il a fait tout ce qu'il a pu pour détruire la Confédération, à laquelle il prétend être si fidèle. Je ne donnerais pas une épingle en échange de cette fidélité, s'il arrivait que la Confédération se trouvât placée dans le chemin où le mène son ambition. Remontons un peu en arrière, bien que le présent sujet ne nous y force pas. L'honorable premier ministre, afin de ne pas toucher à la question véritable, a essayé de nous dérouter, mais nous le suivrons. N'a-t-il pas parcouru le pays d'un bout à l'autre pour essayer de chasser du pouvoir ce petit tyran qui se nomme Mowat ? N'est-il pas demeuré dans la cité de Toronto, entouré de ses amis et attendant par le télégraphe la nouvelle d'une glorieuse victoire ? Et quand arriva la nouvelle que Mowat n'était pas défait, mais qu'il

était sorti de la lutte plus fort que jamais, où le premier ministre et ses amis étaient-ils ? Ils déguerpirent promptement. Où trouvons-nous encore le premier ministre en 1877 ? Il était dans le char-chaïse "Jamaica," en compagnie de ses amis le ministre de l'intérieur (M. White), et le ministre de la justice (M. Thompson), en route pour mon comté. Il a fait beaucoup dans ce comté. Il m'a donné 250 voix de majorité de plus que d'ordinaire. Je n'avais pas désiré de meilleurs cabaleurs que le ministre de l'intérieur et le chef du gouvernement, ce tory de la vieille race des tories, et comme il s'est appelé lui-même, à Sarnia, l'autre soir, le père de tous les tories. Tout ce que je désire, quand viendra une autre élection, c'est qu'ils visitent encore mon comté, fussent-ils voyager aux frais du pays. Nous avons eu aussi dans mon comté la visite du ministre de l'agriculture, et il nous a dit combien les dépôts dans les banques d'épargne s'étaient accrues depuis quelques années.

L'honorable monsieur dit que nous avons l'air abattu. Nous ne le sommes aucunement. Nous sommes venus ici pour combattre ; nous allons combattre, et nous verrons le jour où le gouvernement sera ignominieusement chassé du pouvoir. Ce jour peut être plus rapproché que les honorables membres de la droite ne le pensent. En effet, ils ne sauraient se maintenir éternellement au pouvoir par des actes comme ceux qui les ont maintenus dans le passé. Les élections qu'ils viennent de gagner, ils les doivent à leur loi permettant de nommer des officiers-rapporteurs partisans. Comme en 1882 ils ont gagné leurs élections en rajustant les limites des comtés de la province, d'une extrémité à l'autre. Ils n'auraient pas osé se présenter devant l'électorat, en 1887, s'ils n'avaient pas passé l'acte concernant le cens électoral, lequel leur a permis de priver des milliers d'électeurs de leur droit politique.

Quelques DÉPUTÉS : A l'ordre.

M. l'ORATEUR : L'honorable monsieur donne sans doute à son discours des limites passablement étendues, mais je suppose que l'exemple lui a été donné.

M. LISTER : L'exemple m'a été donné par une très haute autorité, le chef du gouvernement. Je dirai en conclusion que la naïveté du premier ministre est foible et non réelle. Personne ne peut prétendre, un instant, qu'il est le naïf Simon qu'il voudrait nous faire croire. Il sait très bien que le plus tôt les députés ministériels ont pu se faire gazetter, le moins de chances il est resté pour contester leur élection. Mais quand le temps des pétitions contre ces députés a été expiré, on a commencé à produire des pétitions contre les membres de la gauche. Voilà le petit jeu que l'on a joué, et la Chambre doit le condamner.

M. PATTERSON (Essex) : Le discours dont vient de nous favoriser l'honorable député de Lambton-Ouest (M. Lister) est un échantillon, au point de vue de l'exactitude, de ceux que les honorables membres de la gauche ont prononcés sur les questions politiques durant les derniers mois dans Ontario et les autres provinces. Je n'ai pas l'intention de suivre l'exemple de l'honorable député. Je ne crois pas qu'il soit opportun d'apporter dans la discussion des affaires soumises à cette Chambre l'acrimonie qui distingue nos luttes électorales. Si nous devons choisir entre le ton apporté par l'honorable député de Lambton-Ouest (M. Lister) et celui du plus jeune des députés d'Halifax, tous ceux qui désirent que les affaires publiques soient discutées dans cette Chambre avec un bon esprit, préféreront le discours du député d'Halifax (M. Kenny). Je ne puis comprendre pourquoi l'on attache une si grande importance à cette question. Pour ce qui regarde Ontario, dans le district où je réside, on a toujours employé comme officiers-rapporteurs soit les régistrateurs, soit les shérifs, et bien que ces officiers soient nommés par le gouvernement d'Ontario, je dois leur rendre cette justice, qu'ils se sont toujours conduits impartialement, et j'aurais honte de recommander pour remplir leur position, dans mon district, d'autres hommes. Il y a peut-